

ENVIRONNEMENT(S) & INÉGALITÉS

11^e CONGRÈS DE L'ASSOCIATION
FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE

TOULOUSE, UNIVERSITÉ JEAN JAURÈS
DU 8 AU 11 JUILLET 2025



MORGANE
PÉRI



AFS



CRESCO



LISST



UNIVERSITÉ
TOULOUSE
JEAN JAURÈS



CPRS



INSP



Institut national
supérieur du professorat
et de l'éducation
Toulouse Occitanie-Pyrénées



SFR AEF



SCIENCES PO
TOULOUSE



CNRS



ined



INRAE

Plus d'informations sur le site afs-socio.fr

AFS congrès de Toulouse (2025)

Programme général

Sommaire

1	Informations pratiques-	3	8	Vie de l'association -	12
2	Le forum des revues-	4	8.1	États généraux et assemblée générale	12
3	L'exposition photographique de l'AFS -	5	8.2	Table ronde : ESR et environnement	13
4	Réseaux thématiques -	6	9	Présentation des semi-plénières -	14
5	Argumentaire -	7	9.1	Semi-plénières 1	14
6	Programmes -	9	9.2	Semi-plénières 2	21
	6.1 Programme général	9	10	Organisation et financement -	26
	6.2 Programme des semi-plénières et salles	10			
7	Conférence plénière d'ouverture du congrès-	11			

////////////////////////////////////

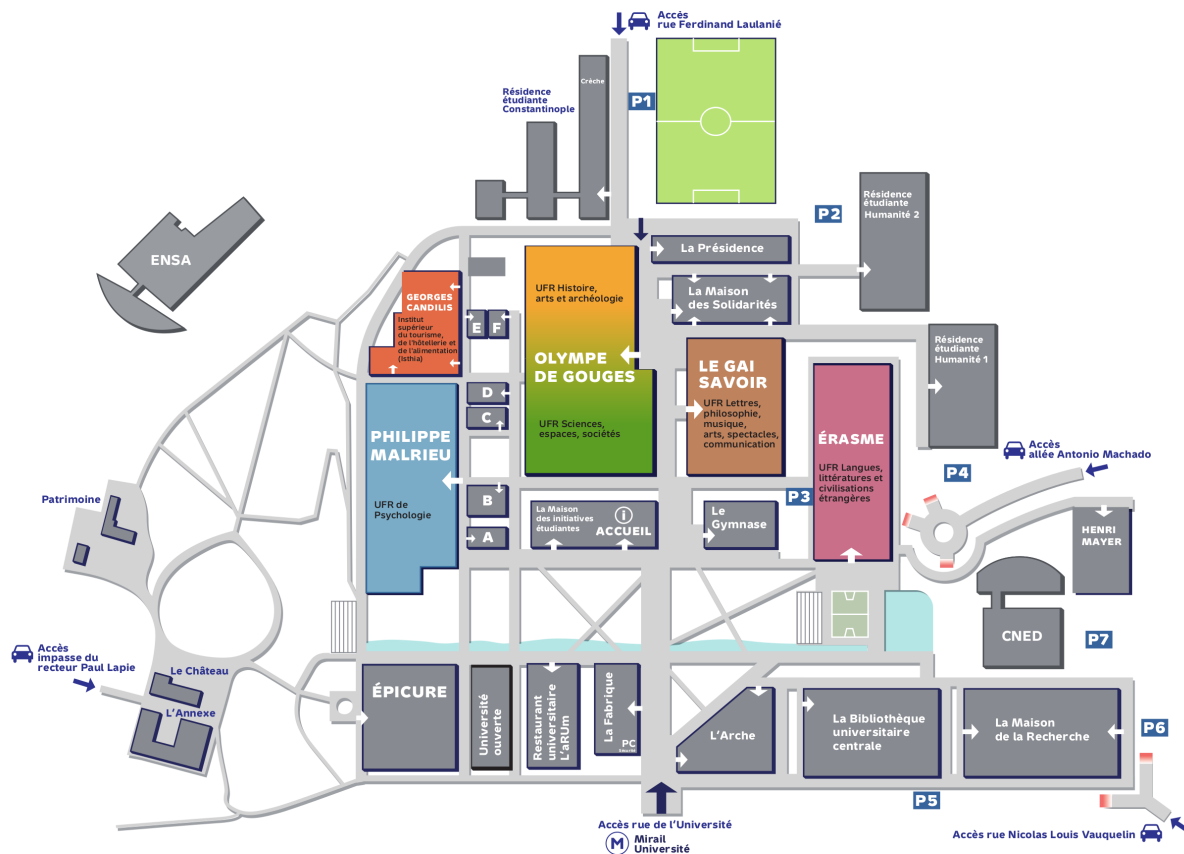
Pour rappel, vous pouvez contacter le groupe éthique de l'AFS en amont, pendant et après le congrès, en écrivant à vss.afs@gmail.com. Durant le congrès, nous encourageons les participant-es à signaler tout cas de violence sexiste ou sexuelle directement aux personnes-ressources, par le biais d'un SMS ou d'un appel au 07 81 45 93 01 et/ou en écrivant à cette même adresse.

La charte de l'AFS pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, que tou-tes les adhérent-es de l'association s'engagent à respecter, est consultable sur le site de l'AFS : <https://afs-socio.fr/charte-de-lassociation-francaise-de-sociologie-pour-lutter-contre-les-violences-sexistes-et-sexuelles/>

////////////////////////////////////

Informations pratiques

Plan du campus



- Maison de la solidarité = Amphis MDS 1 et 2;
- Accueil = Grand amphi;
- Olympe de Gouges = Amphis ODG 1 2 3 et 4.

Wifi et connexions

Le réseau **Eduroam** sera accessible.

Autres informations

-> informations supplémentaires mises à jour régulièrement en ligne : <https://afs-socio.fr/informations-pratiques-toulouse2025/>

Le forum des revues

Le congrès comprend un espace et un temps spécialement dédié aux revues de sociologie et aux équipes qui les animent.

L'objectif de ce forum est de favoriser la rencontre et la discussion entre auteur-ices et les comités de rédaction des revues.

Le salon sera ouvert mercredi de 12h30 à 14h00 et jeudi de 12h30 à 14h00.

Le programme de ce forum sera disponible sur le site de l'AFS.

L'exposition photographique de l'AFS

Pour la 11^e édition de son Congrès national, l'Association française de sociologie souhaite renouveler son exposition photographique sur le thème général "Environnement(s) et inégalités".

L'objectif de cette exposition est de mettre en valeur des photographies réalisées par des sociologues sur leur terrain : - qui traitent des modes de production et de consommation, et des manières dont ils façonnent les différents territoires ; - qui étudient les projets politiques ou les actions collectives qui questionnent les liens avec l'environnement, en proposant des formes alternatives, et suscitent controverses, réticences, voire de fermes oppositions ; - qui interrogent les enjeux des crises environnementales, leurs causes et leurs conséquences en termes d'inégalités de sexe, de classe et de race.

Nous souhaitons ainsi donner à voir "en images" - "avec des images", les multiples liens et articulations entre environnement(s) et inégalités, en croisant photographie et sociologie à partir de terrains d'enquêtes variés.

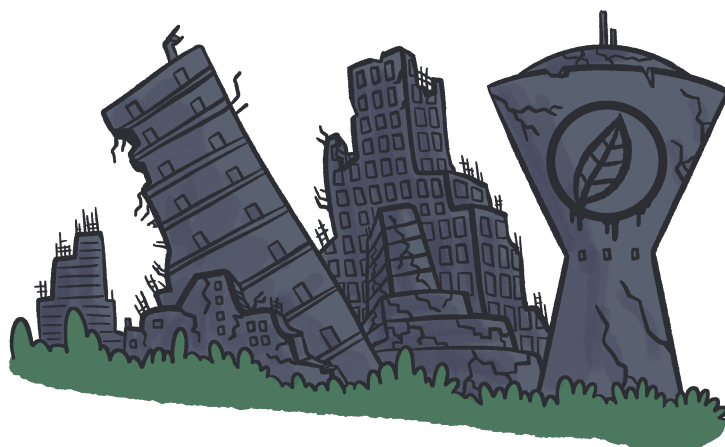
Nous attendons aussi des propositions qui explicitent le rôle de la photographie dans les travaux sociologiques et qui donnent à voir les différents usages de ce médium (outil méthodologique, outil d'illustration, outil de recherche, etc.).

La date de soumission des photographies (2 photographies maximum par personne) est fixée au **19 juin 2025 au plus tard**. Les propositions sont à envoyer aux adresses mail suivantes : virginie.blum@msh-lse.fr, cecile.charlap@univ-tlse2.fr et breanthugo@gmail.com

Cette exposition photo sera virtuelle et consistera en une projection des photographies sélectionnées. Concernant les photographies soumises :

- Chaque photographie devra être accompagnée d'une légende sous la forme "Nom du-de la photographe, Titre de l'oeuvre, Lieu, Année de création" ainsi que d'un court texte (40 mots max.) précisant le contexte de la recherche et le lien avec la thématique du Congrès.
- Chaque photographie sera envoyée en format JPEG, avec une résolution minimale de 4 mégapixels
- Chaque exposant-e doit être en possession d'une autorisation de droit à l'image pour permettre la mise en exposition.
- Au besoin, les visages devront avoir été rendus méconnaissables (floutage, mosaïque, etc.).

À l'issue du **19 juin**, le Comité se chargera de contacter les participant-es. Les photographies seront projetées dans les lieux de passage et de rencontre lors du congrès.



Réseaux thématiques

RT1 - Savoirs, travail, professions

RT2 - Migrations, altérité et internationalisation

RT3 - Normes, déviances et réactions sociales

RT4 - Sociologie de l'éducation et de la formation

RT5 - Classes, inégalités, fragmentations

RT6 - Politiques sociales, protection sociale et solidarités

RT7 - Vieillesse, vieillissement et parcours de vie

RT8 - Sociologie du militaire : sécurité, armées et société

RT9 - Sociologie de l'urbain et des territoires

RT10 - Sociologie de la connaissance

RT11 - Sociologie de la consommation et du numérique

RT12 - Sociologie économique

RT13 - Sociologie du droit et de la justice

RT14 - Sociologie des arts et de la culture

RT15 - Sociologie de la jeunesse

RT16 - Sociologie clinique

RT18 - Relations professionnelles

RT19 - Santé, médecine, maladie et handicap

RT20 - Méthodes

RT21 - Mouvements sociaux

RT22 - Parcours de vie et dynamiques sociales

RT23 - Travail, activité, technique

RT24 - Genre, classe, race. Rapports sociaux et construction de l'altérité

RT25 - Travail, organisations, emploi

RT26 - Réseaux sociaux

RT27 - Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs

RT28 - Recherches en sciences sociales sur la sexualité

RT29 - Sciences et techniques en société

RT30 - Sociologie de la gestion

RT31 - Sociologie du sport et des activités physiques

RT33 - Sociologie de la famille et de la vie privée

RT34 - Sociologie politique

RT35 - Sociologie du monde associatif

RT36 - Pratiques théoriques

RT37 - Sociologie des médias

RT38 - Sociologie de l'environnement et des risques

RT39 - Identité - subjectivité - revendication - changement social

RT40 - Sociologie des institutions

RT41 - Corps, techniques et société

RT42 - Sociologie des élites

RT43 - Sociologie et religions

RT44 - Justice et critique sociales. Théories et pratiques émancipatrices

RT45 - Sociologie des conflits

RT46 - Formation, certification, qualification

RT47 - Sociologie visuelle et filmique

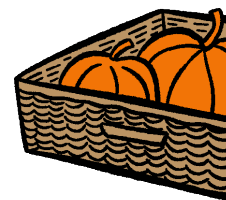
RT48 - ATS - Articulation des temps sociaux

RT49 - Histoire de la sociologie

RT50 - Socialisations

Argumentaire

Environnement(s) et inégalités



Les constats sur le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité et leurs effets sur l'humanité sont aujourd'hui l'objet d'un consensus international dans le champ scientifique. Toutefois, les projets politiques, les actions collectives, les modes de production et de consommation, ou plus généralement les styles de vie qui se déploient à l'échelle internationale et locale pour "se mettre au vert" suscitent controverses et réticences voire de fermes oppositions. Quand les un-es appellent avant tout à la responsabilisation individuelle, d'autres plaident pour des mesures collectives plus coercitives, voire un changement de système économique, social et politique. Partant de ces constats et de l'urgence sociale de se saisir de la question environnementale, l'AFS y consacre son prochain congrès. Plus précisément, elle invite les participant-es à questionner les liens entre environnement(s) et inégalités. Dans cette perspective, l'environnement peut se décliner au pluriel, désignant au sens large les différents environnements spatial, social, matériel, politique, professionnel, etc. étudiés par les sociologues ou, dans une acception étroite, désignant la "nature". Comment, du point de vue théorique, penser l'imbrication entre environnement(s) et inégalités et qu'est-ce que les enquêtes nous disent de cette articulation ? En quoi la question environnementale redéfinit-elle les inégalités à l'oeuvre et leur analyse ? Et, réciproquement, que font la persistance ou le déplacement des inégalités à l'environnement et aux divers acteurs et actrices qui en saisissent ? C'est cette articulation entre environnement(s) et inégalités que nous aborderons lors du Congrès organisé à Toulouse en juillet 2025.

Espaces, territoires et inégalités

Les individus circulent dans une pluralité d'environnements (spatial, social, matériel, politique, professionnel, etc.), dans lesquels ils font l'expérience des inégalités de classe, de genre, de race, d'âge, etc. La théma-

tique du congrès invite à analyser comment s'articulent ces rapports sociaux à laune des différents espaces dans lesquels les individus sont amené-es à circuler. La pluralité d'environnements participe-t-elle à renforcer les inégalités ou, au contraire, permet-elle de les limiter ? Les inégalités sont-elles cumulatives ou s'agencent-elles différemment selon les environnements ? À l'inverse, les inégalités structurant ces différents espaces participent-elles à reconfigurer ces derniers ? Cet axe invite à questionner les liens entre inégalités et environnements, envisagés ici au sens large.

Productions, consommations et modes de vie

Des travaux de sciences sociales s'attachent à souligner que les modes de consommation génèrent des empreintes écologiques différenciées selon les groupes sociaux. Il s'agit ici d'identifier les hiérarchies à l'oeuvre dans la production des crises environnementales et les controverses (politiques, médiatiques, scientifiques, ordinaires) que les attributions de responsabilités suscitent. En quoi le genre, la classe sociale ou bien encore la génération affectent-ils les pratiques de consommation (de biens, d'équipements, de loisirs, d'habitats, etc.) selon leur impact environnemental ? Dans le prolongement de ces interrogations, les travaux questionneront les effets des changements environnementaux sur des groupes sociaux spécifiques, et plus largement entre pays ou espaces géographiques, que ce soient en matière de santé, d'accès aux produits de consommation en période de pénurie totale ou relative, etc.

Mobilisations environnementales

Outre les inégalités dans la responsabilité des crises environnementales et dans la vulnérabilisation face à leurs effets, se pose la question des capacités d'agir différenciée des individus et/ou des groupes sociaux. L'urgence climatique et environnementale

génère un ensemble de projets et d'actions privés et publics, collectifs et individuels. Ils visent un développement durable voire une décroissance, engendrent des débats et des rapports de force, et mobilisent une pluralité d'acteurs et d'actrices aux intérêts tantôt partagés, tantôt divergents. Qui sont celles et ceux qui se mobilisent ? Avec quels moyens et sous quelles conditions ? Plus largement, qui définit la transition écologique, la mène, et à quels obstacles se confronte-t-elle ? Quel-les acteurs et actrices s'emparent de cette cause et au nom de quels objectifs, mais aussi quel-les acteurs et actrices se mobilisent contre cette cause et au nom de quels principes ?

Les rapports à la nature

En 2015, le 6ème congrès de l'AFS, dont le thème était "La sociologie, une science contre nature ?", s'emparait de l'épineuse question de la biologisation du social. Dix ans plus tard, nous faisons la démarche inverse : en dépassant l'opposition entre nature et culture et en considérant que les êtres humains sont une espèce animale parmi d'autres, que peut nous dire la sociologie de la nature et de notre environnement ? Plusieurs pistes peuvent être empruntées autour du rapport des êtres humains à ce qu'ils définissent comme la nature. Comment concevons-nous, utilisons, transformons ou encore nous socialisons-nous à la nature ? Quelles sont les significations sociales du rapprochement, de l'inclusion, ou de la distanciation - rhétorique ou matérielle - à la nature ? Quels enjeux

éthiques et politiques se posent dès lors que l'on sort d'une conception anthropocentrée du monde ? Comment se dessinent les frontières du "juste" et du "bon" dès lors que l'on met sur un pied d'égalité les êtres humains, les espèces animales, mais aussi le monde végétal et le milieu qui nous entoure ?

Les sociologues face au défi environnemental

Le congrès sera l'occasion de questionner le positionnement et les pratiques des sociologues en matière environnementale. Face aux multiples crises environnementales, quels peuvent être les apports de la sociologie pour en questionner les enjeux et en appréhender les conséquences ? Quelle place lui est accordée dans les débats publics ? Comment envisager un regard proprement sociologique sur des phénomènes dont l'expertise est plus couramment reconnue aux sciences expérimentales et comment l'articuler aux autres approches disciplinaires ? L'urgence environnementale amène-t-elle à repenser nos objets ? Au-delà des contenus mêmes des recherches et formations sociologiques, la situation environnementale actuelle, et en particulier le dérèglement climatique et la chute de biodiversité, invite à questionner nos pratiques professionnelles. La valorisation dans les carrières de "l'international" n'est-elle pas contradictoire avec le souci de préserver l'environnement ? Comment penser une recherche toujours ouverte sur le monde et moins émettrice de gaz à effet de serre ?

Programmes

Programme général

Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
9h00-10h00	8h30-10h	8h30-10h30	9h30-10h30
Accueil	RT session 3	Conférences semi-plénières	AG des RT
10h00-12h00	10h30-12h30	11h00-12h30	11h00-13h00
RT session 1	RT session 4	RT session 5	RT session 6
12h00-13h30	12h30-14h00	12h30-14h00	
Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	
13h30-16h	14h00-16h00	14h00-15h30	
Plénière	Conférences semi-plénières	Etats-Généraux AFS	
16h30-18h30	16h30-18h	16h00-18h30	
RT session 2	Table-ronde Associations Environnement et ESR	Assemblée Générale de l'AFS	
18h30 : Ases	18h00 Pot des RT	19h00-21h30 Cocktail AFS	

Programme des semi-plénières et salles

Conférences semi-plénières 1 - mercredi 9 juillet, 14 h 00 - 16 h 00

- 1.1 L'environnement au coeur des luttes d'usage, de territoire et de classes - **Amphi MDS 1**
- 1.2 Le travail empêché dans les services publics - **Amphi MDS 2**
- 1.3 L'impérialisme nuit à la santé : approches féministes - **Amphi C**
- 1.4 Ce que fait l'écologie aux rapports sociaux - **Amphi D**
- 1.5 Crise(s) dans les territoires dits des Outre-mer : traitement médiatique et sociologique au prisme de la crise environnementale - **Amphi F**
- 1.6 Sport, environnement et territoire : le cas des sports de montagne - **Amphi ODG 1**
- 1.7 Quel dialogue entre disciplines ? - **Amphi ODG2** ->

Conférences semi-plénières 2 - jeudi 10 juillet, 08 h 30 - 10 h 30

- 2.1 L'argent magique : dépolitisation de l'argent public - **Amphi MDS 1**
- 2.2 Le travail, contre ou pour l'environnement ? Mobilisations salariales et stratégies des entreprises - **Amphi MDS 2**
- 2.3 Ethique et enquêtes en sociologie - **Amphi C**
- 2.4 Politique environnementale - **Amphi D**
- 2.5 D'utilité sociologique : diffuser et faire vivre la sociologie au-delà de l'Université - **Amphi F**



Conférence plénière d'ouverture du congrès

Comment articuler environnement(s) et inégalités ?

Invité-es : *Manisha Anantharaman, Francis Chateauraynaud et Valérie Del-drève*

Mardi 8 juillet, 13h30 – 16h00

Lieu : Grand amphi - retransmission dans les amphis C et D

Ouverture par **Sophie Bernard** (Univ. Paris Dauphine) et **Cédric Lomba** (CRESSPA, CNRS), co-président-es de l'Association française de sociologie.

Au-delà de l'évidence aujourd'hui pour les sociologues (mais pas pour le sens commun !) d'analyser ensemble environnement(s) et inégalités, cette articulation soulève toute une série d'interrogations dès lors qu'il s'agit de la mettre concrètement en oeuvre. Pour cette table ronde introductive, l'AFS a ainsi convié trois collègues travaillant sur ces enjeux afin de les faire dialoguer sur leurs approches et mettre en lumière aussi bien leurs points de convergence que leurs différences, ainsi que les principaux défis qui se posent en particulier à notre discipline.

Seront ainsi abordées les points d'entrée théorique et les enjeux méthodologiques pour analyser sociologiquement cette intersection entre environnement et inégalités, ainsi que les manières dont la question environnementale redéfinit les inégalités - et réciproquement -, tant du point de vue scientifique que de celui des mobilisations socio-politiques.

Invité-es

Manisha Anantharaman est *Assistant Professor* à Sciences-po Paris et membre du Centre de sociologie des organisations (CSO). Ses recherches portent sur l'influence des idéologies économiques et politiques, des identités socioculturelles et des inégalités sur les manières dont les transitions écologiques sont abordées et mises en oeuvre à différentes échelles : ménages, villes et circulations transnationales, à partir de méthodologies ethnographiques et communautaires. Elle a notamment publié *Recycling Class : The contradictions of inclusion in urban sustainability* (MIT Press, 2024) et co-dirigé *The Circular Economy and the Global South* (Routledge, 2019).

Francis Chateauraynaud est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales et membre du laboratoire CERMES3. Ses recherches portent notamment sur l'analyse des controverses à partir des trajectoires des jeux d'acteurs et d'arguments autour d'un problème public qu'ils participent à construire, notamment autour des risques socio-environnementaux, et sur le développement d'une "socio-informatique" destinée à la mettre en oeuvre. Il a notamment forgé la notion de "lanceur d'alerte" désormais d'usage courant. Parmi ses publications figurent *Les Sombres précurseurs. Une Sociologie pragmatique de l'alerte et du risque* (avec Didier Torny, éd. de l'EHESS, 1999), *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations* (avec Josquin Debaz, Pétra, 2017) et *L'Empreneur et son double. Pragmatique du pouvoir et sociologie de l'emprise* (Le Croquant, 2025).

Valérie Deldrève est directrice de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE). Ses travaux portent sur l'analyse des inégalités environnementales d'un point de vue théorique et empirique et elle a notamment coordonné avec d'autres collègues des recherches autour des politiques portant sur la répartition des efforts demandés en termes d'usages de l'eau et de biodiversité en France hexagonale et à La Réunion ainsi que sur la trajectoire de la bauxite. Elle a notamment publié *Pour une sociologie des inégalités environnementales* (Peter Lang, 2015), "La fabrique des inégalités environnementales en France" (*Revue de l'OFCE*, 165, 2020) et, avec Mody Diaw, "Environnement ou emploi ? Enquête sur l'écologisme ouvrier dans l'usine d'Alteo Gardanne" (*Actes de la recherche en sciences sociales*, 256, 2025).

Animation : **Alizée Delpierre** (CNRS, Printemps), **Igor Martinache** (U. Paris Nanterre, ISP) et **Marie Thiann-Bo Morel** (U. de la Réunion, Espace-Dev) pour le Comité exécutif de l'Association française de sociologie.

Cette table ronde sera diffusée en ligne en direct, et accessible aux personnes qui ne sont pas adhérentes à l'association.

Vie de l'association

États généraux et assemblée générale

États généraux de la sociologie

Jeudi 10 juillet, 14h00 - 15h30

Lieu : Grand amphi

Les attaques contre les libertés académiques en sciences sociales : quels outils ? quelles résistances ?

Lors de chaque congrès, l'AFS propose de réunir ses adhérents autour d'états généraux de la discipline afin de faire le point sur les conditions d'exercice de nos métiers. Cette année, alors que les budgets fondent comme neige au soleil et que les emplois pérennes se font de plus en plus rares, nos libertés d'exercice de nos missions sont menacées à un niveau inédit depuis ces dernières décennies, en France comme à l'international.

C'est pourquoi nous proposons cette année de faire le point sur les attaques à l'encontre de collègues et de certaines recherches particulièrement sous surveillance en France, et sur les manières d'y résister collectivement. En regardant à l'international, nous reviendrons à nouveau sur le cas de notre collègue Pinar Selek, toujours menacée par l'État turc, ainsi que sur la déflagration des politiques d'extrême-droite de Donald Trump et son administration et leurs répercussions sur les chercheur-ses exerçant aux États-Unis. Pour éviter le tournant d'un monde dystopique qui entend se passer

de la recherche et en particulier de la recherche en sciences sociales, retrouvons-nous pour échanger et s'organiser.

Comme à l'accoutumée, une partie de la session sera réservée aux échanges avec la salle afin de préciser les constats dégagés et proposer des actions pour remédier aux problèmes soulevés.

Invité-es : ****Michael Stambolis**** (U. Toulouse 2, CAS),

Animation : **Virginie Blum, Hugo Bréant, Marie Thiann-Bo Morel, Marie et Laurent Willemez** pour le CE de l'AFS.

Assemblée générale

Jeudi 10 juillet, 16h00 - 18h30

Lieu : Grand amphi

- Rapport moral : présentation, discussion et vote
- Rapport financier : présentation, discussion et vote
- Vote pour le renouvellement partiel du Comité exécutif de l'AFS
- Échanges sur la sociologie en France
- Proclamation des résultats des élections du CE
- Vote pour la présidence de l'AFS

Table ronde : ESR et environnement

Mercredi 9 juillet, 16h30 - 18h00 Lieu : Amphi MDS 2

Quand l'ESR agit pour l'environnement

Cette table ronde vise à présenter différentes organisations réunissant des membres de l'ESR dont l'objectif commun est d'agir en faveur de l'environnement. À travers les témoignages de membres de l'Atécopol, de Labos 1point5, du Mouvement des savoirs engagés et reliés et de Scientifiques en Rebellions, il s'agira de revenir sur l'histoire de ces mouvements, leur organisation, leurs actions et d'ouvrir la réflexion sur les différentes façons dont les chercheurs et chercheuses peuvent s'impliquer dans les débats et mobilisations liées à l'écologie.

Intervenant-es : **Milan Bouchet-Valat** (Scientifiques en Rebellions), **Pacôme Delva** (MSER Mouvement des savoirs engagés et reliés), **Thomas Legon** (Labos 1.5) et **Laure Teulières** (Atécopol)

Animation : **Marianne Blanchard** (U. Toulouse 2, CERTOP) et **Marie-Anne Dujarier** (U. Paris Cité, IHSS/LCSP)



Présentation des semi-plénières

Semi-plénières 1

Mercredi 9 juillet, 14h00 - 16h00

1.1 L'environnement au coeur des luttes d'usage, de territoire et de classes

Lieu : Amphi MDS 1

Si des luttes écologiques ancrées dans un territoire comme les mobilisations contre les mégabassines dans le marais poitevin, contre l'A69 dans le Tarn ou contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes sont devenues particulièrement visibles ces dernières années, elles s'inscrivent plus largement dans des usages ordinaires de l'espace qui sont fréquemment concurrentiels (espace "naturel", agricole, urbain, résidentiel, de travail, etc.) et qui engagent des rapports sociaux de classe, de genre, de race ou encore d'âge. Cette semi-plénière entend interroger les manières dont ces luttes reconfigurent ces rapports et ces usages sociaux de l'espace, à différentes échelles, du local à l'international. Les politiques environnementales y seront questionnées du double point de vue de leurs effets localisés et des processus de politisation dont elles peuvent être l'objet autant que le vecteur.

Alors que certaines politiques liées à la "transition" écologique peuvent contribuer à l'enrichissement de groupes sociaux dominants dans l'espace local, les usages sociaux et représentations de la "nature" des classes populaires, plus éloignés des pratiques écocitoyennes dominantes, peuvent être délégitimés par ces politiques. Comment la différenciation des rapports aux enjeux écologiques se manifeste-t-elle sur un territoire et comment informe-t-elle les modes d'appropriation de l'espace ? Comment différents capitaux économique, symbolique, militant, politique et/ou d'au-

tochtonie mobilisés pour légitimer certains usages sociaux de la "nature" se trouvent réévalués dans le cadre des luttes d'usage, de territoire et de classe ?

Les conflits d'usage de l'espace autour d'enjeux environnementaux sont associés aux mutations des formes de conflictualisation et de répertoires d'action, donnant notamment à voir la diversité des formes d'attachement au territoire, à ses ressources et à ses paysages. Dans cette semi-plénière, il s'agira aussi d'interroger un continuum de pratiques d'engagement liées à la cause de l'environnement allant de formes protestataires, parfois très publicisées, à des formes plus discrètes. Comment ces mobilisations, qu'il s'agira d'appréhender dans une perspective historique, viennent-elles s'inscrire dans des contextes sociaux, territoriaux et industriels spécifiques et y reconfigurent-elles les alliances locales ? Comment parviennent-elles à influencer voire à réajuster les applications des politiques publiques à différentes échelles ?

Enfin, cette semi-plénière sera l'occasion pour les intervenant-es de revenir sur leur degré d'implication sur leurs terrains et les enjeux scientifiques que cela pose. Au-delà d'enjeux politiques et militants auxquels les sciences sociales peuvent contribuer, cette session ambitionne de concourir aux analyses du renouvellement des formes de domination territorialisées.

Organisation : RT5, RT9 et RT34

Intervenant-es : **Valérie Deldrève** (ETTIS, INRAE), **Lény Patinaux** (U. de Limoges, Geolab) et **Aldo Rubert** (CESAER, INRAE).

Animation : **Perrine Agnoux** (U. Lyon 1, CMW), **Frédéric Nicolas** (U. Paul Valéry, ART-Dev) et **Félicie Roux** (Institut national universitaire Champollion, LISST).

1.2 Le travail empêché dans les services publics

Lieu : Amphi MDS 2

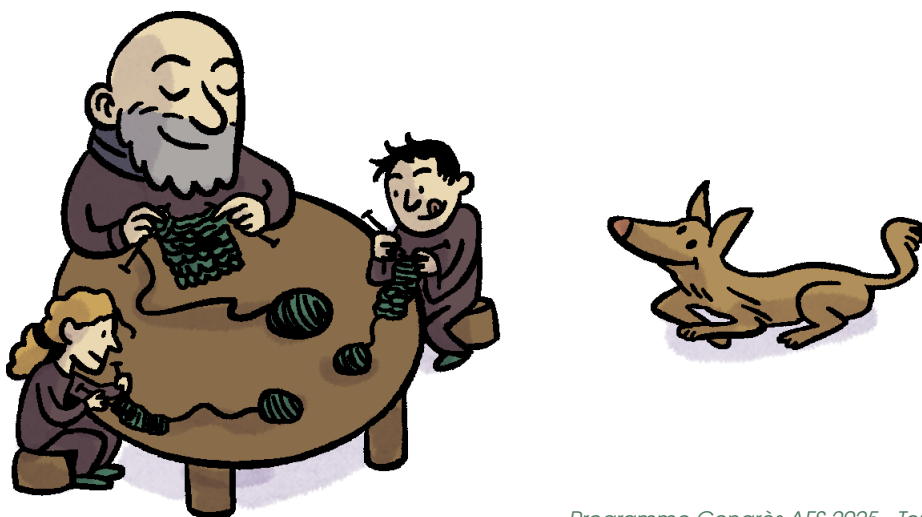
Depuis les années 1980, le New Public Management (NPM) fragilise les groupes professionnels exerçant dans et pour les services publics. Ces agents, historiquement garants du service public et de l'intérêt général, sont en effet confrontés à une précarisation et une dégradation croissante de leurs conditions de travail : privatisations, montée des contrats temporaires, pression de l'évaluation et logique de performance, gouvernement par les chiffres, perte progressive d'autonomie professionnelle due à la standardisation et à la rationalisation des tâches, etc. Les tensions qui en résultent exposent ces groupes à des formes d'insécurité, notamment en termes de reconnaissance sociale et de valorisation de leur rôle dans la société. Ces processus affectent particulièrement les secteurs de l'éducation, de la santé et de la justice, l'administration territoriale, mais aussi les télécommunications ou les transports où cette logique de performance d'un point de vue budgétaire, entre en conflit avec les missions traditionnelles.

Lors de cette semi-plénière il s'agit d'interroger les transformations profondes qui affectent le travail de ces agents des services publics, au regard des mutations imposées par les politiques néolibérales. L'objectif est double. Dans un premier temps, il s'agit de présenter les travaux qui décrivent les mutations des conditions d'accès, d'exercice et de carrière, et les attentes imposées aux agents dans une logique de performance et de rentabilité. Ensuite, les chercheuses et les chercheurs proposeront une réflexion critique sur l'impact de ces mutations sur les pratiques et les groupes professionnels, ainsi que sur l'identité même des agents de l'État, dont les missions de service public sont fragilisées. Nous souhaitons montrer comment l'entrée d'une rationalité de type managérial se traduit dans les différentes composantes de l'État (éducation, hôpital, justice, travail social, recherche) ainsi que les spécificités et les logiques transversales qu'on retrouve dans ces évolutions du travail.

Organisation : RT1, RT4 et RT25

Intervenant-es : **Florence Legendre** (U. de Reims, CEREPE), **Romain Pudal** (CNRS, CERLIS), **Jérémy Sinigaglia** (U. de Strasbourg, SAGE), et **Nadège Venizat** (U. Paris 8, CRESPPA).

Animation : **Maïra Mamede** (U. Paris-Est Créteil, CIRCEFT-ESCOL) et **Lionel Jacquot** (U. de Lorraine, TETRAS).



1.3 L'impérialisme nuit à la santé : approches féministes

Lieu : Amphi C

Cette semi-plénière propose d'interroger ce que les dynamiques impériales font aux corps et à leur santé. Elle entend traiter de la responsabilité historique et contemporaine des relations coloniales qu'entretiennent les puissances occidentales avec les "espaces périphériques" et (anciennement) colonisés dans le saccage des terres et l'empoisonnement sanitaire de certaines populations.

Plus précisément, les différentes interventions questionnent tant les manifestations concrètes de la colonialité du pouvoir sur

les corps, tels les dégâts environnementaux et corporels liés à des (nécro)politiques écocides, que des processus de dressage et de privation de certaines populations, jugées garantes de la "bonne natalité", ou à l'inverse artisanes de la "mauvaise santé" des nations.

Les intervenantes partageront, à l'aune d'une perspective féministe, les résultats de recherches conduites sur différents territoires tels que le Pérou, les Antilles, le Maroc, le Niger et l'Italie.

Organisation : CERTOP

Intervenant-es : **Kyra Grieco** (CNRS, Cermes3), **Marie Mathieu** (CNRS, Cermes3), **Nina Sahraoui** (U. de Versailles/St-Quentin, Printemps) et **Sezin Topçu** (CNRS, Cems).

Animation : **Auréline Cardoso-Khoury** (CEET, CERTOP), **Julie Jarty** (U. Toulouse 2, CERTOP).

1.4 Ce que fait l'écologie aux rapports sociaux

Lieu : Amphi D

Cette semi-plénière consacrée à l'articulation entre "travail" et "écologie" cherche à répondre à trois angles morts de la recherche en sociologie française. Tout d'abord, elle vise à questionner la complexité des imbrications entre ces deux sphères, là où, encore aujourd'hui, la question écologique et les enjeux liés à l'emploi sont généralement mis en opposition, à tel point qu'on parle d'un "dilemme emplois vs environnement". Cette semi-plénière a pour ambition d'aller au-delà de cette opposition, en donnant à voir les multiples manières dont "travail" et "écologie" peuvent être pensés ensemble. Ensuite, alors que la sociologie de l'environnement s'est avant tout construite autour de la remise en question des inégalités sociales, au profit d'une individualisation des conditions face à la crise environnementale, cette semi-plénière entend penser conjointement "travail" et "écologie" à l'aune des rapports sociaux de domination. Il s'agira d'appréhender les inégalités environnementales et les effets de la crise écologique au sein du travail dans ses multiples formes tant le travail rémunéré que le travail domestique et de subsistance.

Enfin, malgré la défense d'une perspective internationale et transnationale des questions écologiques par la justice environnementale, le "labour environmentalism", "l'environnementalisme des pauvres" ou encore l'écologie décoloniale, celle-ci reste minoritaire en sociologie. Cette semi-plénière souhaite ainsi mettre en discussion des travaux attentifs aux conséquences écologiques et sociales de l'extractivisme et du néocolonialisme dans une dimension internationale. Pour répondre à ces trois angles morts, cette semi-plénière met l'accent sur des enquêtes empiriques menées dans différents pays à la fois du Nord et du Sud global (au Brésil, au Pérou, en Espagne, au Mexique, en France hexagonale et à La Réunion), ainsi que sur des circulations transnationales. Par des approches distinctes, les intervenantes s'intéressent conjointement aux conséquences sociales et environnementales du système capitaliste, en inscrivant leurs travaux dans différents champs (sociologie du travail, sociologie de la subsistance, sociologie de la santé).

Organisation : RT25 et RT24

Intervenant-es : **Doris Buu-Sao** (U. de Lille, CERAPS), **Héloïse Prévost** (U. Toulouse 2 – Jean Jaurès, CER-TOP) et **Marie Thiann-Bo-Morel** (U. de La Réunion, Espace DEV- ETTIS).

Animation : **Simone di Cecco** (École française de Rome, ICM), **Maud Hetzel** (EHESS, Centre Georg Simmel), **Fanny Hugues** (U. Clermont Auvergne, LESCORES/CEMS), **Anouck Manez** (U. Picardie Jules Verne, CURAPP-ESS/CMH) et **Cécile Talbot** (U. de Lille, CERAPS/CMW).



1.5 Crise(s) dans les territoires dits des Outre-mer : traitement médiatique et sociologique au prisme de la crise environnementale

Lieu : Amphi F

Cette semi-plénière sera consacrée à la ou aux crises en Outre-mer. Il s'agit de lier crise climatique, crise politique, crise sociale, et crise de luniversité mais aussi traitement médiatique et sociologique des départements ultramarins souvent exclusivement vus au prisme de la crise. Dans un premier temps, nous verrons ce que la notion de "crise environnementale" dit des Outre-mer. En effet ces territoires sont particulièrement concernés par la question de la crise environnementale. D'un côté, ils représentent 80

Dans un second temps, la notion de crise dans les Outre-mer interroge de façon plus générale notre regard sociologique sur cette catégorie administrative et politique. Quelle est la place de la sociologie (des sciences sociales) dans/sur les crises Outre-mer ? Comment travailler sur ces contextes avec l'État centralisé alors même qu'il y confirme régulièrement sa position (post-)coloniale ? Les intervenant-

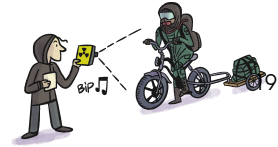
es témoigneront de la manière dont iels ont été sollicité-es pour parler des crises à Mayotte, en Martinique ou en Nouvelle-Calédonie et comment iels ont pris position dans le débat dans ces périodes de crise. Dans un contexte de potentielles répressions après des prises de positions publiques des chercheur-es et de la précarité d'une grande partie d'entre elles et eux, nous aborderons les effets de la crise sur la prise de parole. Nous aborderons ainsi l'engagement des personnes travaillant en lien avec la commande publique, des collectifs militants, des médias, des collectivités. Quels choix de positionnement cela entraîne, quelles formes prend l'engagement de la recherche, quelles contraintes pèsent sur les libertés académiques, les recherches appliquées dans le contexte postcolonial ultramarin ? Cette table ronde sera suivie d'un débat avec la salle.

Organisation : CE de l'AFS

Intervenant-es : **Élise Palomares** (U. de Rouen, Dysolab), **Clémentine Lehuger** pour le collectif de jeunes chercheur-ses sur Mayotte et **Nadia Chonville**, docteure en sociologie, enseignante et écrivaine féministe.

Animation : Groupe "Sociologie dans les Outre-mers" (CE), **Justine Berthod** (CNRS, CREDA), **Stéphanie Guyon** (U. Picardie Jules Verne, CURAPP-ESS) et **Jan Verlin** (U. Lyon 3, Triangle).





1.6 Sport, environnement et territoire : le cas des sports de montagne

Lieu : Amphi ODG 1.

Alors que le maintien de nombreuses stations de sports d'hiver interroge aujourd'hui au regard des enjeux climatiques, un retour historique permet d'approcher les agencements politiques, techniques et financiers qui ont conditionné leur naissance et leur survie depuis le milieu du XXe siècle. La

neige, ressource a priori fondamentale de l'économie des sports d'hiver, n'est peut-être pas, alors, l'élément le plus important pour comprendre la trajectoire des stations dans les montagnes françaises.

Organisation : CRESCO

Intervenant-es : **Emmanuel Salim** (U. Toulouse 2, CERTOP), **Steve Hagimont** (Sc. Po Toulouse, LaSSP) et **Eric Charlie Adamkiewicz** (U. Toulouse 2, Cresco).

1.7 Quel dialogue entre disciplines ?

Lieu : Amphi ODG2

Dialogue interdisciplinaire autour de la question environnementale

La question environnementale constitue un domaine de spécialité de la sociologie depuis une trentaine d'années, mais ce n'est que récemment qu'elle intéresse un plus grand nombre de sociologues, visibilisés par l'urgence climatique. Cette visibilisation pose pourtant le problème d'une autonomisation et d'une structuration du champ de la sociologie de l'environnement. D'autres disciplines prennent la question environnementale pour objet et travaillent parfois avec des sociologues. De même, les sociologues de l'environnement privilégient régulièrement une approche interdisciplinaire, en convoquant des travaux de géographes, d'historiens, d'économistes, de politistes, voire de chercheur-es

en sciences de la nature. Consacrée au dialogue interdisciplinaire sur la question environnementale, cette semi-plénière réunit un économiste, une anthropologue et un historien travaillant sur cet objet et attentifs à la manière dont il retravaille les disciplines. Il s'agira d'appréhender comment l'environnement est abordé par chacune de ces disciplines, comment il s'y constitue en objet voire en champ, quelles sont les sous-thématiques étudiées, avec quelles méthodes, et quels sont les débats dans la discipline. Comment le dialogue sur l'environnement s'opère-t-il entre ces disciplines, et notamment avec la sociologie ? Nous reviendrons à la fois sur les apports de cette interdisciplinarité, mais également sur ses difficultés éventuelles.

Organisation : CE de l'AFS

Intervenant-es : **Antonin Pottier** (économiste, CIREN, EHESS), **Elise Demeulenaere** (anthropologue, KAK, EHESS) et **Grégory Quenet** (historien, CHCSC, UVSQ).

Animation : **Sophie Bernard**, **Cédric Lomba**, **Alizée Delpierre** et **Brice Molo** (CE de l'AFS).



Semi-plénières 2

Jeudi 10 juillet, 8h30 – 10h30

2.1 L'argent magique : dépolitisation de l'argent public

Lieu : Amphi MDS 1

La sociologie de l'argent s'est profondément renouvelée depuis les dernières décennies, à la suite des recherches de V. Zelizer. Les travaux qui s'en sont inspirés ont porté sur les usages "ordinaires" de l'argent, les pratiques de finance domestique et les formes populaires de comptabilité. L'argent public, en revanche, a fait l'objet d'une moindre attention. Les travaux socio-historiques ont pourtant montré le rôle déterminant du monopole fiscal et du prélèvement public de ressources privées dans la construction des États modernes.

Dans cette semi-plénière, les intervenant-es analysent les processus de (dé)politisation de l'argent public dans un contexte de crise sociale et environnementale. Interroger le marquage social de l'argent permet de saisir les arbitrages et les frontières entre une "bonne" ou une "mauvaise" dépense publique. L'argent public a rarement été questionné du point de vue de sa production symbolique, en tant qu'un certain nombre de ressources (impôts, taxes, emprunts, etc.) et de dépenses (remboursement de la dette, investissements, subventions, marchés publics, etc.) font l'objet de "marquages sociaux".

La catégorie "d'argent public" relève d'un marquage particulier qui autorise certains usages et en exclut d'autres. Envisager l'argent public comme un enjeu politique suppose donc de mettre au jour les rapports de force qui président à, ou empêchent sa constitution. Ceci soulève la question

du consentement à l'impôt (ie. à la transformation d'argent privé en argent public) mais aussi du développement de la philanthropie (et donc, la substitution de l'argent privé à l'argent public). Une conception "politique" de l'argent public conduit également à mettre l'accent sur les relations qu'il institue entre administrations (y compris internationales) ou entre États.

La gestion de l'argent public dépend de mécanismes budgétaires complexes, voire ésotériques, qui échappent largement aux non-initié-es. Cette dépossession est d'autant plus problématique au moment où s'impose un agenda d'austérité au nom de la rigueur budgétaire, souvent portée à travers des impératifs réputés "techniques". C'est pourquoi nous proposons aux intervenant-es de réfléchir à la manière dont les notions de politisation et de dépolitisation permettent de mieux saisir les usages et allocations de "l'argent public", en mettant l'accent sur les dynamiques de dénaturalisation des faits, de montée en généralité, de conflictualisation et de construction des problèmes publics mais aussi d'occultation des arbitrages et rapports de force sous-jacents. L'objectif de cette semi-plénière est donc d'étudier les pratiques et processus à travers lesquels des acteur-ices renégocient les marquages institutionnels de l'argent, voire revendiquent d'autres usages et significations de l'argent public.

Organisation : RT12 et RT34

Intervenant-es : **Thomas Chevallier** (U. Catholique de Louvain, CriDIS / CERAPS), **Camille Herlin-Giret** (CNRS – U. de Strasbourg, SAGE), **Jeanne Lazarus** (CNRS – Sciences Po, CSO), **Benjamin Lemoine** (CNRS – U. Paris Sciences et Lettres, CMH).

Animation : **Nolwenn Armogathe** (RT 34), **Olivier Pilmis** (RT12) et **Anne-France Taiclet** (RT 34).



2.2 Le travail, contre ou pour l'environnement ? Mobilisations salariales et stratégies des entreprises.

Lieu : MDS 2

Cette semi-plénière fait dialoguer trois sous-champs de la sociologie du travail la sociologie du travail et de l'emploi, la sociologie des relations professionnelles et la sociologie de la gestion autour des questions environnementales.

L'urgence environnementale est portée par les agendas politiques à travers des accords nationaux ou internationaux reconnaissant la nécessité de changer de modèle de développement, rhétorique en partie adoptée par les secteurs économiques à forts impacts écologiques. Cette récente évolution du cadrage politique des enjeux environnementaux se centre, de manière inédite, sur le système productif. Pourtant, les premières concernées, travailleur et travailleuses, restent peu visibles tandis que le travail et ses évolutions demeurent un angle mort des débats sur la transition écologique. La littérature n'est pas en reste pour escamoter le travail puisque la sociologie de l'environnement, si elle pose dès les années 1980 le système productif comme le cœur de l'articulation nature/société, modélise le travail plutôt qu'elle ne se confronte à sa réalité. La sociologie des mouvements écologistes, pour sa part, privilégie les militantes aux travailleur-euses. Enfin, hormis les questions de santé-sécurité, la sociologie du travail ne fait pas toujours l'effort de faire le lien avec la santé environnementale.

De gré ou de force, la situation impose pour tant une transformation des modes de production, de sous-traitance ou de consommation et l'économie en sera fatalement

affectée. L'organisation de la production et du travail constitue un espace central pour faire évoluer nos sociétés sur une trajectoire soutenable. Cependant, les pouvoirs publics et les entreprises se taillent la part du lion en matière de gouvernement de ces transformations alors que les travailleuses dont le travail, les emplois et les territoires sont menacés n'ont que peu voix aux chapitres. Cette marginalité se retrouve dans les modèles de transition qui ignorent les conséquences sur le contenu du travail ou le travail de la transition.

Convaincu, à titre scientifique et politique, de l'importance du travail dans la transition, cette semi-plénière sera consacrée aux travailleuses en tant qu'acteurs centraux de la transformation de la production, sans craindre de se confronter aux liens parfois contrariés entre travail et écologie. Les différentes intervenant aborderont d'abord le travail en tant qu'espace de socialisation politique, exposant les logiques individuelles et collectives de l'engagement des travailleur-ses dans la "cause écologique". Les débats porteront ensuite sur la manière dont les travailleurs et les travailleuses se mobilisent dans le cadre de leur activité de travail sur les questions environnementales, par leur activité professionnelle ou dans un cadre syndical. La semi-plénière invitera enfin à resituer le travail de production dans le cadre réglementaire qui le détermine et les rapports de force que ce cadre structure.

Organisation : RT18, RT25 et RT30

Intervenant-es : **Carol Dubois** (Diagnose-TIC, APSE) et **Sabrina Guglieri** (INP Grenoble), **Douglas Sepulchre** (Metices, ULB) et **Pierre-Louis Choquet** (IRD).

Animation : **Delphine Corteel** (U. de Tours, CITERES).

2.3 L'éthique en sciences sociales : des dispositifs en débat

Lieu : Amphi C

Dans un contexte de formalisation croissante des pratiques d'enquête, de la collecte et de l'analyse de données, les sciences sociales sont confrontées à une transformation de leurs conditions d'exercice. L'émergence de cadres juridiques plus clairs, mais aussi plus stricts, s'accompagne d'une attention accrue aux enjeux éthiques, souvent matérialisée par la création de comités d'éthique dans les institutions de recherche. Si la sociologie et les sciences sociales intègrent progressivement ces normes dans leurs pratiques, les dispositifs en question restent néanmoins en constante négociation, et sont inspirés par d'autres disciplines.

Cette conférence semi-plénière propose d'interroger ces transformations en réunissant plusieurs approches sociologiques particulièrement concernées, de manière différenciée, par la définition et l'application

de ces dispositifs. Premièrement, la sociologie de la santé est en interaction constante avec les milieux médicaux, et donc soumise à des cadres éthiques établis et contraignants. Ensuite, la sociologie du genre et la sociologie des discriminations posent des questions éthiques spécifiques, notamment en termes de protection des personnes enquêtées et enquêtrices. Enfin, l'analyse des réseaux sociaux interroge le recueil et l'utilisation de données concernant non seulement les individus consentants, mais aussi des tiers non consultés. À travers des retours d'expériences et échanges croisés, nous réfléchirons au rôle que la sociologie peut jouer dans la définition de ces cadres, afin de préserver la spécificité de ses pratiques tout en répondant à de nouvelles exigences.

Organisation : LISST

Participant-es à la table ronde : **Paula Tubaro** (CNRS, CREST), **Lucie Wicky** (EHESS, CMH/INED), **Laurine Thizy** (U. Grenoble Alpes, PACTE), **François Sicot** (U. Toulouse 2, LISST) et **Baptiste Moutaud** (CNRS, LESC).

Animation : **Guillaume Favre** (U. Toulouse 2, LISST) et **Lydie Launay** (U. Toulouse 2, LISST).



2.4 La politisation des inégalités environnementales

Lieu : Amphi D

À l'heure où la crise climatique impose son urgence dans les discours publics, tout en étant vivement contestée par les mouvements conservateurs, cette conférence semi-plénière propose d'interroger les conditions sociales de politisation des inégalités environnementales. Plutôt que de partir d'un constat homogène d'inaction, il s'agit de croiser des perspectives de sociologie politique et d'analyse de l'action publique pour mettre au jour les rapports sociaux et les rapports de pouvoir qui façonnent ou empêchent l'émergence d'une véritable conflictualité autour des enjeux environnementaux.

Quels sont les processus par lesquels les inégalités sociales sont reproduites dans la transition écologique ? Comment certains acteurs, tout en intégrant les injonctions environnementales, parviennent-ils à en neutraliser la portée critique pour maintenir leurs positions dominantes ? Derrière l'apparente montée en puissance de l'action climatique locale, quelles formes de travail politique, de légitimation ou au contraire de dépolitisation, se jouent dans les territoires ? Et comment comprendre que l'action climatique, tout en étant promue comme transversale, reste souvent frag-

mentée, cantonnée à des instruments techniques ou des logiques de conformité ?

Ces questionnements appellent à saisir la fabrique des politiques écologiques comme un espace de luttes symboliques et matérielles. Ils invitent à dépasser l'opposition entre action et inertie en examinant les formes concrètes que prend l'appropriation des enjeux climatiques par les institutions, les responsables politiques, les experts ou les mouvements sociaux. La territorialisation de l'action climatique, par exemple, peut être un vecteur de relégitimation politique et de recomposition des priorités publiques, mais elle peut tout autant se traduire par une standardisation des réponses, une technicisation des débats ou une délégation implicite des responsabilités sans ressources suffisantes.

Ainsi, la politisation des inégalités environnementales ne peut être pensée indépendamment des rapports sociaux qui traversent les arènes où se décident et se mettent en oeuvre les politiques climatiques. Loin d'un consensus sur le "quoi faire", elle ouvre sur des conflits d'interprétation, de moyens, de cadrage et d'échelle.

Organisation : LASSP

Intervenant-es : **Alice Mazeaud** (U. La Rochelle, LIENSs), **Frédéric Nicolas** (U. Paul-Valéry, Art-Dev).

Animation : **Olivier Baisnée** et **Jérémy Nollet** (Sciences Po Toulouse, LaSSP).

2.5 D'utilité sociologique : diffuser et faire vivre la sociologie au-delà de l'Université

Lieu : Amphi F

Le rapport des sociologues à la société n'est pas à sens unique : si leur travail consiste à l'étudier, ils et elles s'y investissent également en retour. D'une certaine manière, cet investissement fait partie de notre mission de service public, consistant à partager et rendre disponibles les connaissances produites. Cette session interroge le travail et les modalités de diffusion de la sociologie en dehors du monde académique (enseignements au lycée et à l'université, séminaires, articles scientifiques, colloques, etc.). Nous proposons de nous saisir de deux modalités alternatives à partir desquelles collectiviser nos expériences : relatives aux sollicitations dans les médias d'une part ; à la création de supports de diffusion indépendants d'autre part.

Comment réagir aux sollicitations des journalistes et des médias ? L'expertise sociologique est fréquemment sollicitée par les journalistes de la presse écrite, radio ou télévisée. Nous souhaitons mettre en partage les stratégies élaborées individuellement ou au niveau d'un collectif pour répondre à ces requêtes, que celles-ci aient été refusées, acceptées, couronnées de succès ou soumises à de vives difficultés. Les questions qui se posent à la profession sont nombreuses : elles concernent le temps à accorder à la préparation de ces interventions, les marges de négociation à attendre vis-à-vis des dispositifs proposés ou encore l'évaluation de leurs effets. Celles-ci se posent en des termes différents selon les formats et les espaces : contribuer à un reportage du JT de 20h ou présenter son ouvrage à la ra-

dio ne charrient pas tout-à-fait les mêmes enjeux.

Quels dispositifs de diffusion des savoirs construire en sociologues ? Que ce soit parce que leurs sujets sont peu visibles dans l'espace médiatique, que la sociologie vit un moment d'attaque ou pour disposer d'une plus grande liberté de ton et de format, un nombre grandissant de chercheur-e-s, laboratoires et universités se saisissent de nouveaux outils de diffusion : collaborations avec des artistes de bande dessinée, création de podcasts, de sites web, de chaînes Twitch, etc.

Avec cette semi-plénière, il s'agit plus largement de créer un espace au sein du congrès pour réfléchir aux mécanismes collectifs sur lesquels s'appuyer pour développer une présence des sociologues et de leurs savoirs dans l'espace public, qui ne repose pas que sur quelques individus et évite de reproduire un certain nombre d'inégalités (notamment de thématique, de statut ou de genre). La présentation prendra la forme d'une table ronde entre spécialiste des médias, collègues ayant expérimenté des formes de médiatisation et personnes actives dans les dispositifs de diffusion des travaux sociologiques hors du monde universitaire. Le but serait d'avoir un retour d'expérience mais aussi de contribuer à l'élaboration d'une réflexion plus large sur l'outillage de la discipline pour mieux faire vivre et diffuser la sociologie.

Organisation : CE de l'AFS

Intervenant-es : **Cyril Lemieux** (EHESS, LIER-FYT), **Margot Déage** (U. Grenoble Alpes, LaRAC) et **Hélène Seiler-Juilleret** (Éditions du Nid-de-pie).

Animation : **Marie Le Clainche-Piel** (CNRS, CERMES3), **Hugo Touzet** (CNRS, CERMES3), **Igor Martinache** et **Pierre Bataille** (CE de l'AFS).

Organisation et financement

Conception affiche

Morgane Parisi (<https://studiobrou.com/>)

Équipe d'organisation



Soutiens institutionnels et financiers

